



Conseil économique et social

Distr. générale
24 avril 2013

Original : français

Session de fond de 2013

Genève, 1^{er}-26 juillet 2013

Débat de haut niveau : examen ministériel annuel

Déclaration présentée par ONG Hope International, organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif auprès du Conseil économique et social

Le Secrétaire général a reçu la déclaration ci-après, dont le texte est distribué conformément aux paragraphes 30 et 31 de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social.



Déclaration

La science, la technologie et l'innovation et le potentiel de la culture pour promouvoir le développement durable et la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement, et pour atteindre la sécurité alimentaire à travers des systèmes agricoles durables et équitables et en augmentant la production et les revenus, en particulier des petites exploitations

Préambule

Cent quarante chefs d'État et de gouvernement, sur les 189 États Membres des Nations Unies, représentant les pays riches et les pays du Sud, qui regroupent près de la moitié des sept milliards d'habitants que compte la planète, ont participé au Sommet du Millénaire à New York du 6 au 8 septembre 2000.

Le Sommet s'est terminé par l'adoption d'une « Déclaration du Millénaire », dans laquelle les dirigeants de la planète ont fixé huit objectifs à atteindre, les objectifs du Millénaire pour le développement et décidé notamment, en tout premier lieu, de « réduire de moitié, entre 1990 et 2015, la proportion de la population dont le revenu est inférieur à 1 dollar par jour, assurer le plein-emploi et la possibilité pour chacun, y compris les femmes et les jeunes, de trouver un travail décent et productif et réduire de moitié, entre 1990 et 2015, la proportion de la population qui souffre de la faim ».

« Le principal défi auquel nous devons faire face aujourd'hui est de faire en sorte que la mondialisation devienne une force positive pour l'humanité tout entière » affirme la Déclaration, qui propose la réduction du fossé entre pays riches et pauvres par un meilleur partage des bénéfices de la mondialisation et rappelle l'engagement des États à promouvoir la démocratie et l'État de droit.

Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies a souligné le consensus entre les États au cours de la session. « Vous avez dit que votre première priorité est l'éradication de la pauvreté extrême. Vous avez énoncé des objectifs pour y parvenir. [...] Si ces mesures sont vraiment mises en œuvre, a-t-il ajouté, nous savons tous que le but peut être atteint. »

Qu'en est-il aujourd'hui?

Treize ans après ces déclarations, que constate-t-on? Certains des objectifs ont manifestement progressé.

Dans des pays de plus en plus nombreux, l'éducation primaire pour tous se réalise. Des programmes visent la promotion de l'égalité et l'autonomisation des femmes, mais de grands progrès sont encore à faire, d'autant qu'il existe une forte interdépendance entre la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement et le statut des femmes. Des progrès encore insuffisants sont réalisés dans la lutte contre les maladies épidémiques et endémiques, malgré de nombreux programmes de santé publique.

Mais qu'en est-il du premier des objectifs du Millénaire, éliminer l'extrême pauvreté et la faim, celui sans lequel la réalisation des autres objectifs est impossible?

Il est étonnant de constater que, dans le bilan pour le jour -1 000 avant la date butoir du 31 décembre 2015, il n'est fait nulle mention de l'éradication de la malnutrition et de la faim.

Malgré la baisse de l'aide publique au développement, de 19 % en 1980 à 3,8 % en 2006, les progrès dans le domaine de la diminution de la pauvreté semblent dépasser les attentes.

Mais 925 millions de personnes dans le monde ont souffert de la faim en 2010, selon l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture.

Face à ces chiffres alarmants dans les pays du Sud, et tout particulièrement en Afrique, et au regard des nombreuses crises financières, économiques et culturelles que nous vivons à l'heure de la mondialisation, quelles sont les causes et quelles solutions y apporter?

C'est aujourd'hui un nouveau modèle de développement qu'il faut considérer si l'on veut résoudre le pire des fléaux qui sous-tend tous les autres : la sous-alimentation, la malnutrition et la faim.

Des stratégies ont été mises en place.

Un État a le devoir d'assurer les besoins de base de sa population. Devant la menace de crises alimentaires, de nombreux États ont adopté une démarche visant à assurer la sécurité alimentaire de leurs populations.

Si un pays a des terres propices à l'agriculture, de l'eau et une population capable de mettre ces terres en valeur, celles-ci sont exploitées et rentables. Ceci a permis à de nombreux pays émergents de faire des progrès importants et de devenir des partenaires mondialement reconnus. Mais une production alimentaire qui préserve de la faim les plus faibles a-t-elle été assurée? Pas toujours.

Pour les pays ne disposant pas de cet « or vert », les stratégies ont la même base : s'assurer le contrôle de terres dans un pays tiers afin de les mettre en production pour assurer la sécurité alimentaire de leur pays.

Ces projets sont-ils mis en place avec les garanties nécessaires?

En effet, souvent ces terres ne sont pas destinées à fournir les aliments nécessaires à la population locale ou nationale, mais des produits destinés à des animaux d'élevage et à des agrocarburants. Ou pire, on y cultive des fleurs.

Ces monocultures extensives qui épuisent le sol sont une forme de néocolonialisme.

Elles produisent des résultats commerciaux dont les retombées permettent aux pays hôtes d'augmenter leur produit intérieur brut et de progresser dans l'échelle des statistiques du développement. Mais quel en est l'impact positif pour les populations locales?

Pour de nombreuses populations, la terre est un élément sacré intouchable, « terre des ancêtres » ou simplement, souvent, la seule chose qu'il leur reste.

Les paysans pauvres sont chassés de leurs terres. Les pâturages naturels de leur bétail sont détruits et, si routes, écoles et dispensaires sont construits, ils ne sont pas pour eux mais pour les salariés des compagnies titulaires des concessions du gouvernement.

On assiste dès lors à un exode rural des populations les plus vulnérables vers les bidonvilles des capitales, où leur sort et la situation du pays ne font qu'empirer.

Ces politiques présentent un risque majeur d'implosion des sociétés, de révoltes qui aboutissent souvent à la chute du gouvernement, comme à Madagascar, et n'apportent pas de solution à la sécurité alimentaire des populations.

Il faut penser l'aide différemment

L'agriculture pratiquée dans des pays est-elle transposable dans d'autres pays? À l'évidence non, car le contexte et les contraintes sont différents.

La forte mécanisation dans certains pays répond à une structure de la population, des infrastructures, des besoins industriels et de la population différents. Elle est adaptée à une agriculture de masse sur de très grandes étendues géographiques.

Les pays où le problème de la faim subsiste ont une situation inverse. Il s'agit d'employer de la main-d'œuvre afin de permettre la création de revenus et non de mécaniser. Il faut produire « micro-local » et non global pour une exportation de masse avec des moyens logistiques complexes et coûteux. Le but est d'aboutir à une production très diversifiée capable de répondre aux besoins alimentaires complets de la population.

Un partenariat mondial? Peut-être et certainement pas.

Certainement pas pour continuer à donner de l'aide sans fin.

Certainement pas s'il s'agit pour des multinationales d'ouvrir des marchés de semences et d'engrais dévastateurs pour la biodiversité.

Est-il moral que la nourriture donnée à ceux qui sont victimes de crises alimentaires graves soit produite dans les pays riches [plus de 90 % des importations mondiales de céréales proviennent de seulement 10 exportateurs (*source* : Programme alimentaire mondial)] et négociées par des entreprises commerciales à Genève, Londres ou Chicago?

Que penser de cet agro-industriel indien installé en Éthiopie qui déclare sans sourciller que sa production sera destinée aux institutions d'aide mondiale, alors qu'en matière de main-d'œuvre locale, il n'emploie que des journaliers sans aucune perspective d'emploi à durée indéterminée, sans support médical, sans solution pour leur population âgée, sans aide aux familles, sans moyens d'éducation pour les enfants? Que penser de son seul objectif déclaré d'arriver à une quantité qui lui permette d'influencer les cours mondiaux des produits alimentaires?

Peut-être qu'un partenariat mondial permettrait une sortie définitive de la crise alimentaire des populations les plus touchées avec pour finalité unique la fin de la faim.

Cette question a conduit ONG Hope International à plusieurs analyses sur les composantes de cette stratégie et à proposer une solution.

Quelle est la solution à mettre en place?

Le grand défi des États et la responsabilité des dirigeants pour le XXI^e siècle est celui de l'autonomie alimentaire des populations.

L'organisation, dont la démarche a été reconnue par tous les représentants au Comité chargé des organisations non gouvernementales du Conseil économique et social pour son approche globale, intégrée et opérationnelle, a acquis un savoir faire dans ce domaine très spécifique du développement.

Vers un nouveau paradigme

Il importe de mettre l'accent sur les jeunes, qui sont les citoyens et producteurs du futur.

Quand une grande exploitation de terres est envisagée, elle doit être précédée par la mise en place d'une structure de formation pour les jeunes locaux. Ils constitueront rapidement les équipes de techniciens nécessaires au bon fonctionnement du projet dans plusieurs domaines et pourront ainsi profiter du développement apporté à leur région par cette exploitation.

Par ailleurs, il convient de mettre en place des politiques d'accès à la terre, de législation foncière et de moyens de défense liés, et des financements afin d'accroître la participation, en particulier des jeunes, dans la réalisation du développement rural.

Idéalement, une surface équivalente à celle destinée à la grande exploitation devrait être libérée, afin de pouvoir permettre aux habitants de la région de disposer de terres et de pouvoir les exploiter à leur profit et à celui de leur région.

Il faut leur donner un accès au savoir, leur apprendre à utiliser les biotechnologies sans dommage pour l'environnement, à constituer et à préserver des stocks, à fabriquer des produits agroalimentaires issus de leurs productions. En résumé, il faut mettre en place une stratégie mettant l'accent sur les petits exploitants pour assurer une croissance agricole avec une stratégie de gestion de la terre.

Il est aussi nécessaire de leur apporter des compétences complémentaires leur permettant de construire une étable, de réparer un toit, de poser une clôture et ainsi leur donner la capacité de se développer de manière autonome et pérenne.

Il est primordial de qualifier professionnellement jeunes gens et jeunes femmes pour qu'ils prennent en main leur propre survie, celle de leur famille et, mieux, leur qualité de vie.

Et si l'on associe, dans une région, tous ces jeunes agriculteurs éleveurs polyvalents, des jeunes techniciens, qu'on leur donne les moyens de créer des microentreprises agricoles, artisanales et micro-industrielles, que d'autres trouvent un emploi qualifié dans les grandes exploitations voisines, c'est tout un tissu économique et social pérenne qui va se développer, créant une richesse locale, donc du pouvoir d'achat qui va entraîner la venue d'autres personnes : infirmières, techniciens pour aider à l'exploitation des biens produits, d'abord sur le marché local, puis sur les marchés national et régional et enfin pour l'exportation.

L'organisation met en place des centres d'accueil et de formation professionnelle appelés « centres Hope ». Ils permettent l'accueil et la formation à un métier pour les jeunes les plus défavorisés. Ils proposent également des

structures destinées à la population locale, telles que médiathèque, cybercentre, équipement sportif, dispensaire, ateliers de pratique artistique. Toute la région peut bénéficier ainsi de ces structures.

L'organisation a également développé le « principe des trois autonomies » : financière, alimentaire et énergétique afin que les centres Hope deviennent totalement autonomes à court terme et afin de permettre un développement exponentiel et pérenne de la région.

Il importe que chaque individu soit responsable de l'amélioration de son sort et de celui de ses proches sans attendre une aide des États, qui de toute façon ne peuvent plus faire face.

Nous préconisons donc de partir de la cellule sociale de base pour parvenir à une structure économique et sociale de taille critique pour que chacun vive correctement, tout simplement.

La fin de la faim est possible.

Encore faut-il le vouloir, trouver les modalités efficaces et s'en donner les moyens.

Des petites gouttes d'eau finissent par faire une mare.

Cela s'appelle le « développement intégré ».
